



Paris, le 10 avril 2002  
MC/at

## Rapport politique

### **Objet: L'Europe dans la campagne présidentielle française**

#### **A. Les principaux thèmes européens**

Tout avait commencé comme si l'Europe devait être la grande absente de la campagne présidentielle. Les Français eux-mêmes ne la plaçaient début février qu'au dixième rang des thèmes prioritaires à aborder après l'emploi, les retraites ou la sécurité. Un sondage plus récent de CSA/France 3/France Info indique pourtant que 66% des Français souhaitent voir l'Europe occuper une place importante dans la campagne! Mais dans un contexte où près de la moitié des Français ne se passionne guère pour la campagne présidentielle, où la proportion d'électeurs indécis reste élevée et où le vote "protestataire" risque de battre des records, l'Europe ne fait pas recette ni en bien, ni en mal. Le flou des programmes des candidats sur le sujet ne fait qu'amplifier le phénomène ainsi que les faibles divergences entre de MM. Chirac et Jospin. Un clivage gauche - droite peu marqué jusqu'à présent et le souci de ne pas s'aliéner des voix des alliés potentiels au second tour ajoutent à l'impression de flou. Même François Bayrou, candidat UDF, ne parvient pas à développer sa spécificité européenne. Il y a en fait deux débats. Une polémique entre les deux prétendants du second tour sur la capacité de la France de respecter ses engagements. Un débat plus doctrinaire sur les contraintes imposées par "Bruxelles".

La polémique sur le **Pacte de stabilité** est donc venue relancer quelque peu le débat. Lionel Jospin s'oppose à Jacques Chirac sur la valeur de l'engagement européen de la France de conduire ses finances publiques à une situation proche de l'équilibre dès 2004. Le candidat-Président estime que parvenir à cet équilibre n'est "*pas impératif*" et qu'il n'existe "*aucun engagement officiel*". Pour Lionel Jospin il y a eu engagement à Barcelone. Mais voilà qu'une note du Ministère de l'Economie et des Finances rendue publique par le journal les Echos conforte indirectement les propos de Jacques Chirac jugeant l'engagement dès 2004 "*à l'évidence hors de portée*". En considérant que les déficits publics pourraient atteindre 2,1% en 2003 au lieu de 1,8%, ladite note estime qu'un retour à l'équilibre en 2004 apparaît "*intenable sauf à voir augmenter le niveau des prélèvements obligatoires*".

Dans ce débat, l'Europe apparaît donc comme une contrainte. Ce fut le cas aussi lors de la discussion sur la réforme des régimes de **retraites**. Les conclusions du Conseil

européen de Barcelone retenant l'allongement de 5 ans de l'âge moyen effectif de la cessation de l'activité professionnelle d'ici à 2010 ont surtout suscité des réactions négatives. Même le candidat UDF, François Bayrou, s'est déclaré " *choqué*" de l'absence de débat public préalable.

Au-delà de ces épisodes de campagne, le débat de fond porte désormais sur la crédibilité et le réalisme des promesses électorales des candidats face à la situation des finances publiques de la France et aux obligations d'un Etat membre de la zone euro. A cet égard, la mise en garde de M. Pedro Solbes n'est pas passée inaperçue. Et l'Office Français des Conjonctures Economiques a émis des doutes sur les programmes économiques des deux principaux candidats estimant que la hausse des dépenses publiques (1,8% en 2001) n'autoriserait pas le futur président à des baisses d'impôts sans une réforme du secteur public.

Plusieurs candidats se sentent d'ailleurs "cadenassés" par l'Europe et sont partisans d'une dénonciation du Pacte de stabilité. Le candidat du pôle républicain, Jean-Pierre Chevènement, souhaite son remplacement par un pacte de coordination pour la croissance, tandis que Robert Hue, candidat communiste, lui préférerait un pacte européen pour le progrès social. Sans parler d'un Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national, qui programme l'abolition des critères de Maastricht et du pacte de stabilité à l'instar d'un Olivier Besancenot, candidat de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ou de Daniel Gluckstein, parti des travailleurs, qui proclame que "*la rupture avec Maastricht est la condition pour contrer l'offensive contre les droits ouvriers*". Quant à Bruno Mégret (séparatiste du Front national), il propose de supprimer tout simplement la Commission européenne.

Peu évoqué dans la campagne, le succès de l'euro semble déjà digéré. Le renforcement de la coordination des politiques économiques ne suscite pas de réticence parmi les candidats pro-européens. Une meilleure intégration de la BCE à la définition de la politique économique est souhaitée par le candidat-Président alors que le candidat socialiste privilégie un véritable gouvernement économique de la zone euro ayant en ligne de mire la croissance et l'emploi.

La **fiscalité** à l'échelon européen a fait son entrée dans la campagne par la réforme de l'impôt sur les sociétés. Les deux candidats favoris affichent leur volonté d'harmoniser la fiscalité sur les entreprises. Jacques Chirac souhaite la ramener au niveau de la moyenne communautaire en 5 ans tandis que Lionel Jospin préconise que "*les assiettes soient harmonisées et qu'un taux minimum soit fixé*". Le candidat socialiste y voit la première étape vers un impôt européen. Les deux candidats s'en remettent à Bruxelles pour la fiscalité de l'épargne. Tous deux sont favorables à une TVA à taux réduit sur les CD et DVD.

L'actualité du Proche Orient a remis au goût du jour les critiques sur **l'impuissance européenne dans le domaine de la Pesc**. Les observateurs ont condamné le silence des deux têtes – candidates - de l'exécutif et mis en avant les divergences entre pays européens qui paralysent leur action. Le sentiment que seuls les Etats-Unis sont en mesure d'arrêter l'escalade militaire et de proposer une solution politique viable domine. Très favorables à une politique étrangère et de défense commune, les Français comprennent mal cette situation et réclament un rôle plus affirmé de l'Europe sur la scène mondiale. Cette demande est d'autant plus forte que la France semble avoir perdu son rôle de meneur de la construction européenne. Le couple franco-allemand peine à dégager

de nouvelles idées fortes et l'apparition de nouvelles alliances comme l'axe Londres, Rome et Madrid relègue la France à l'arrière plan européen. La cohabitation est souvent présentée comme la cause principale de cette perte de vitesse mais certains analystes commencent à penser que la France est réellement en panne de projet européen. La politique de défense tire mieux son épingle du jeu mais n'échappera pas au débat sur l'augmentation de son budget (contributions nationales, création d'un budget de défense européen... ?) après les annonces américaines.

Quasiment absent des programmes électoraux, **l'élargissement** reste très peu évoqué. S'il apparaît inéluctable à tous, il suscite encore des inquiétudes quant à son coût, la capacité des futurs nouveaux membres à appliquer l'acquis communautaire et son impact sur la PAC et la politique régionale. Mais personne n'aborde le sujet. La constitution de la **Convention sur l'avenir de l'Europe**, à peine citée pendant la campagne, semble donner un alibi aux présidentiables pour ne pas anticiper sur les questions qu'elle doit résoudre. Aujourd'hui, le Président Valéry Giscard d'Estaing apparaît plus que jamais en position d'imprimer sa marque à l'Europe.

Cette campagne morne et trop hexagonale est plus que décevante au regard de l'Europe. On aurait pu penser que le succès de l'euro entraîné par les consommateurs ou le lancement de Galileo aurait amené les politiques à prendre la mesure du besoin d'Europe et à en débattre avec les citoyens. Par absence de vision ou de conviction, les candidats à la présidentielle ne font pas rêver d'Europe. MM. Chirac et Jospin se méfient de leurs ailes souverainistes, tout en gardant un regard attentif sur les centristes pro-européens. Pas facile.

## **B. Les programmes des candidats**

Cf. Tableaux en annexe

Le choix d'une présentation des programmes des candidats a été fait pour la facilité de lecture. La liste des propositions reprises n'est cependant pas exhaustive et certaines informations ne sont pas disponibles pour Corinne Lepage, Arlette Laguiller, Daniel Gluckstein et Bruno Mégret.

(signé)  
Jean-Louis GIRAUDY